Interpeace
ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Ministère de l'Administration Territoriale
de la Décentralisation et de la Sécurité

Canada

NOTE DE SYNTHÈSE

Rapport diagnostic des dynamiques sécuritaires dans les régions du Sahel, Centre, Centre-Nord, Est et Boucle du Mouhoun

Les déterminants du droit à la sécurité.
Comment améliorer le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire au Burkina Faso ?

NOTE DE SYNTHESE

Rapport diagnostic des dynamiques sécuritaires dans les régions du Sahel, Centre, Centre-Nord, Est et Boucle du Mouhoun

Les déterminants du droit à la sécurité.
Comment améliorer le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire au Burkina Faso ?

Ce document est une synthèse de deux rapports produits dans le cadre du projet « Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre-Nord et Boucle du Mouhoun au Burkina Faso » à l'issue d'une recherche menée par Interpeace Burkina Faso en collaboration avec SeeD – Center for Sustainable Peace and Democratic Development et l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) grâce au soutien financier de l'Ambassade du Canada. Le premier rapport, produit par Interpeace, se base sur les résultats obtenus à l'issue de la phase qualitative du projet (voir encadré RAP). Le second rapport, produit par SeeD, est une analyse SCORE des données collectées lors de la phase quantitative conduite par l'INSD.

La Recherche Action Participative (RAP)

La RAP repose sur la conviction qu'en soutenant l'ensemble des parties prenantes par leur participation significative à la compréhension des phénomènes conflictuels, l'on contribuera au processus de construction d'une paix inclusive et durable. En effet, la RAP offre un cadre de recherche collectif dans lequel les populations du Burkina Faso participent, chacun à son niveau, à la recherche sur les obstacles à la paix durable et sur les solutions à apporter. Cette démarche s'appuie sur un processus prenant en compte les avis de toutes les couches de la société (horizontalité), de la base au sommet (verticalité). Cette méthodologie place, au cœur du processus, les Burkinabè dans le champ de réflexion et de diagnostic des causalités de la crise, et dans la recherche de pistes de solutions ainsi que de leur mise en œuvre.

L'indice SCORE

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette étude repose simultanément sur une méthodologie qualitative développée par Interpeace Burkina Faso et un outil statistique dit l'indice SCORE (Social Cohesion and Reconciliation), instrument d'évaluation et d'aide à la décision développé par SeeD. SCORE est un outil statistique participatif qui vise à quantifier des phénomènes psychologiques et sociaux, en vue de contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale, de la résilience, de la réconciliation et de la consolidation de la paix. C'est un outil polyvalent qui intègre les informations contextuelles fournies par la phase qualitative, et qui se reflète dans le questionnaire utilisé pour la collecte des données.

L'indice SCORE permet de quantifier les niveaux de manifestation d'un phénomène social (e.g. sécurité physique, confiance dans les institutions, engagement civique…). Chaque indicateur mesure un phénomène particulier en se basant sur l'agrégation de plusieurs items (entre 3 et 10). L'indice Score permet alors de donner lieu à une mesure standardisée d'un phénomène entre 0 et 10. Un score de 0 correspondant à l'absence totale du phénomène au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène.

Pour plus d'informations : https://www.scoreforpeace.org/en

Table des matières

4 **I. Les Menaces structurelles et les formes d'insécurité**

5 Les effets de la pandémie Covid-19

5 **II. Les réflexes sécuritaires**

5 Les réflexes proactifs à l'échelle individuelle et communautaire

6 La question de la coopération

7 **III. Sécurité Physique**

8 **IV. Gouvernance sécuritaire**

8 1. Les Forces de Sécurité

9 2. Les groupes d'auto-défense

9 3. Les groupes armés

10 4. Les attentes de la population

11 **V. Le niveau de satisfaction citoyenne à l'égard de la situation sécuritaire**

12 Enseignement 1. Le rôle des leaders politiques dans la vie de la communauté

12 Enseignement 2. La relation de la population aux Forces de Sécurité

13 Enseignement 3. Lien entre stabilité institutionnelle et sentiment de sécurité

13 Enseignement 4. Rejet d'un Etat central agissant seul

13 Enseignement 5. Appel à une action concertée et médiatisée de l'ensemble des institutions

13 Enseignement 6. Appel à une action décentralisée à l'écoute des attentes localisées

14 Enseignement 7. Absence des ILS : le droit à la sécurité assurée par la puissance régalienne

14 Enseignement 8. La corruption est un facteur critique responsable de l'insatisfaction

14 Enseignement 9. La dynamique de militarisation renforcée par un rapport négatif aux FDS

I. Les Menaces structurelles et les formes d'insécurité

Parmi l'ensemble des conflits présents au Burkina Faso (conflits interethniques, groupes armés, conflits de chefferie etc…), **les conflits liés à la propriété foncière et aux ressources naturelles ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les menaces qui inquiètent principalement la population**. Dans la région du Sahel ce sont les phénomènes de grand banditisme et la menace des groupes armés qui sont perçues comme les plus prégnantes.

Les répondants de la région Centre Nord sont dans une situation particulièrement anxiogène. Quel que soit le type de menace mentionné, la majorité des répondants a tendance à penser que toutes sont susceptibles de générer de la violence. Cette situation traduit une attitude de forte anxiété à l'égard du futur et un doute unanimement partagé quant aux opportunités de régulation des tensions sociales.

Tableau 1 : scores relatifs aux types d'insécurités au sein de la communauté

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord
Actes malveillants	0.6	0.0	0.4	0.1	0.1
Vol de bétail	3.4	2.3	4.4	2.8	1.9
Cambriolages et braquages	2.0	2.6	1.1	1.4	1.0
Attaques physiques	1.0	0.5	0.8	0.4	0.3
Crimes Sexuels	0.6	0.1	0.7	0.2	0.1
Violence domestique	0.8	0.1	0.9	0.3	0.2
Délinquance	0.7	0.3	1.0	0.2	0.1
Enlèvements	0.8	0.0	1.2	0.4	0.1
Emprisonnement injustifié	0.5	0.1	0.5	0.2	0.1
Présence d'armes à feu	0.6	0.3	0.5	0.1	0.0
Addictions	0.6	0.6	0.8	0.2	0.2
Prostitution	0.4	1.0	1.6	0.5	0.3
Expérience générale de l'insécurité	1.0	0.7	1.2	0.6	0.4

De manière générale, le vol de bétail apparait être la forme d'insécurité la plus prégnante dans les provinces étudiées. La province de Tapoa est particulièrement affectée par les diverses formes d'insécurité. La province de Kompienga enregistre, elle, des niveaux élevés de vols de bétail et cambriolages. Il est à noter que les provinces de la Yagha et de l'Oudalan dans la région du Sahel rapportent également des niveaux plus élevés qu'ailleurs pour une majorité d'actes violents : les crimes sexuels, la violence domestique et les enlèvements y sont plus répandus que dans les autres provinces.

L'analyse révèle également des disparités en fonction du genre et de la zone géographique. Les zones rurales sont davantage exposées aux phénomènes de délinquance, d'enlèvements et logiquement de vol de bétail. Par ailleurs, les hommes sont davantage exposés à l'insécurité de manière générale. Plus spécifique-

ment, ils ont davantage fait l'expérience d'actes délinquants, d'addictions, d'attaques physiques et de vol de bétail.

Les effets de la pandémie Covid-19

La situation économique et la sécurité alimentaire ont particulièrement été affaiblies dans les régions du Sahel et du Centre Nord. Pour l'ensemble des régions étudiées, ce sont principalement les domaines de la sécurité alimentaire, de la sécurité économique et de l'accès à l'école qui ont particulièrement soufferts des conséquences générées par la pandémie. Par ailleurs, l'analyse statistique a mis à jour l'existence de fortes corrélations entre les indicateurs liés à la Covid-19 et l'exposition générale à l'insécurité. Ce constat implique l'idée que les effets liés à la pandémie sont directement associés aux phénomènes de violence au sein de la communauté : l'amplification des effets de la Covid-19 sur le quotidien des ménages s'accompagne d'une amplification de l'exposition aux actes d'insécurités.

II. Les réflexes sécuritaires

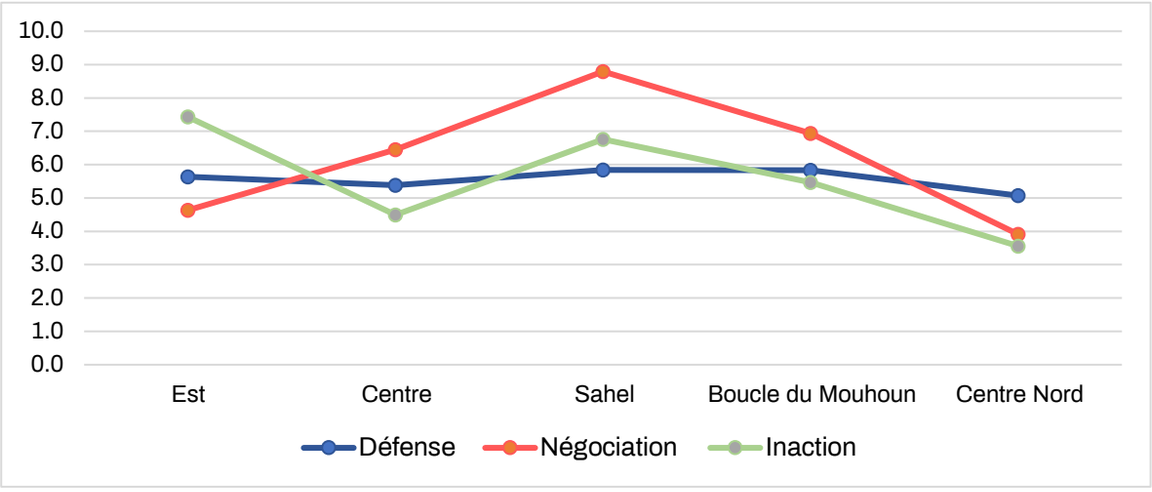
Les réflexes proactifs à l'échelle individuelle et communautaire

Parmi l'ensemble des conduites potentielles, il semble que les individus ont plus tendance à réduire leur mobilité et à ajuster la fréquentation d'espaces spécifiques. C'est dans le Centre que les individus se montrent les plus actifs en termes d'adoption de « conduites sécurisantes » : plus qu'ailleurs ils ont ajusté leurs déplacements (e.g. itinéraires aménagés etc…), ont réduit leur mobilité (e.g. ne plus sortir après une certaine heure, restreindre la mobilité des enfants, etc…) et ont modifié les espaces fréquentés (e.g. éviter de fréquenter certains lieux, personnes ou communautés). Ces conduites pourraient se comprendre à travers les notions de civisme et d'adhésion aux normes légales. C'est par exemple dans la région du Centre que les mesures de sécurité (de type couvre-feu par exemple) sont le plus respectées. Dans les autres régions, pourtant davantage exposés aux insécurités, les individus se conforment bien moins aux restrictions légales (le non-respect des mesures est particulièrement élevé dans le Centre Nord).

Les habitants du Sahel ont davantage tendance à s'armer pour faire face au manque de sécurité – particulièrement dans les provinces de Oudalan et de Soum. C'est aussi le cas chez les répondants de la province de la Kossi dans la Boucle du Mouhoun qui sont également nombreux à choisir de s'armer.

Des stratégies sont également mises en œuvre à l'échelle communautaire. Trois types de comportements collectifs sont identifiés : **stratégie de défense** (e.g. création d'un groupe de défense local, distribution d'armes, mise en place de systèmes de renseignement et de coopération avec les Forces de Sécurité), **stratégie de négociation** avec les groupes armés et enfin **posture de renoncement** (e.g. rien n'est entrepris à l'échelle communautaire, les individus estiment qu'il n'existe aucune solution pratique).

Figure 1 : types de stratégies sécuritaires mises en œuvre à l'échelle communautaire



Le recours à des stratégies de défense est sensiblement le même à travers les régions. En revanche, les attitudes de négociation ou de résignation varient en fonction des localités. Dans les régions du Centre, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, l'attitude privilégiée à l'échelle communautaire est la négociation avec les groupes armés.

Le score est particulièrement élevé pour la région du Sahel. La situation de cette région est particulièrement problématique puisque la seconde attitude adoptée est l'inaction – le recours à la mise en place de stratégies de défense étant l'attitude la moins employée. Ces résultats semblent traduire une situation d'abandon : les individus sont résignés et considèrent que rien n'est faisable pour se protéger, l'unique solution consistant à négocier la paix avec les groupes armés. A l'Est, l'inaction prédomine tandis que les habitants de la région du Centre Nord sont les seuls à opter principalement pour une attitude proactive de défense.

La question de la coopération

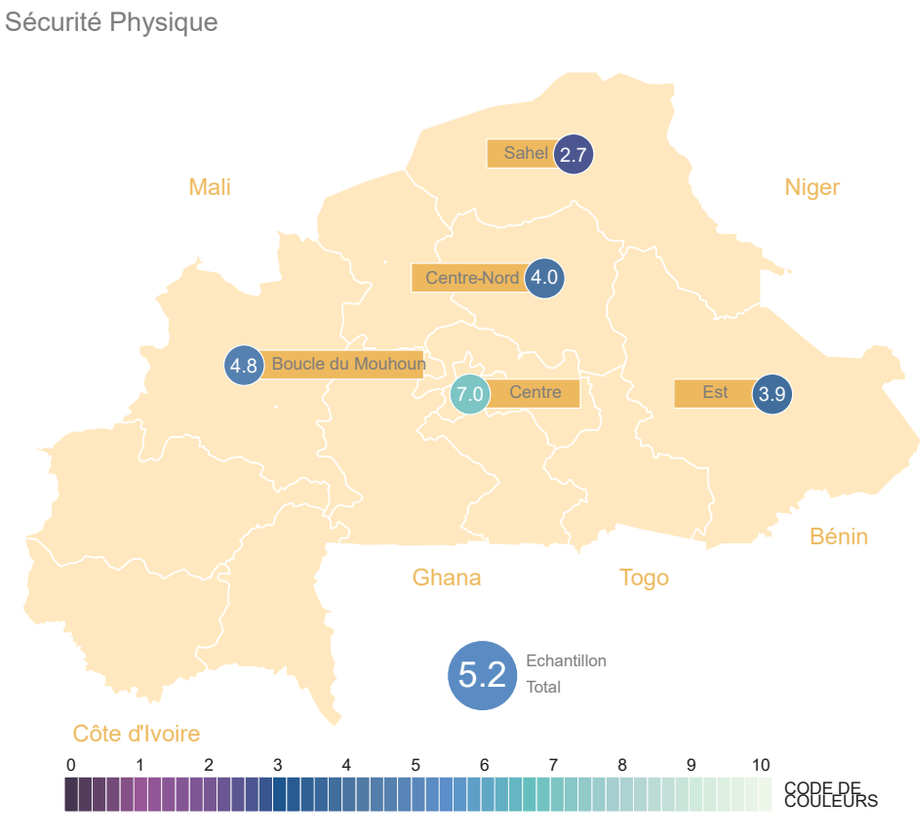
La tendance à la coopération avec les Forces de Sécurité (FDS) est associée à l'existence d'Initiatives Locales de Sécurité (ILS) et à un relâchement des attitudes sécuritaires individuelles. La présence d'ILS est une source de sécurité supplémentaire et le renoncement à des comportements contraints illustre un sentiment de sécurité renforcé. Il semble donc que ce soit **l'existence d'un environnement sécurisé qui encourage les populations à coopérer avec les FDS tandis que l'absence de sécurité décourage la coopération**.

Ainsi les individus ont souvent tendance à considérer qu'il est préférable « *de ne rien dire, de ne rien entendre, de ne rien voir* ». Les principales raisons justifiant la non-déclaration des actes délictueux sont l'éloignement des FDS, la peur des conséquences liées à la déclaration et enfin le souvenir d'une expérience négative avec les FDS. Toutes ces justifications trouvent leur origine dans un environnement sécuritaire défaillant – c'est parce que les populations ont l'impression d'être en danger dans leur vie quotidienne qu'ils sont peu enclins à coopérer avec les FDS. **L'incapacité de l'Etat à assurer son service régalien d'ordre public décourage les populations d'entrer dans une logique de collaboration**.

III. Sécurité Physique

Il existe un consensus général autour de l'idée d'une dégradation de la situation sécuritaire – le constat est unanime dans les régions du Sahel et de l'Est. Seuls les habitants du Centre ont plutôt l'impression que le contexte sécuritaire est resté inchangé.

Figure 2 : les niveaux de sécurité physique



Par-delà les résultats régionaux, les scores obtenus respectivement pour chacune des provinces confirment que ce sont systématiquement **les provinces situées à la frontière des pays limitrophes qui rapportent les scores les moins élevés de sécurité physique et les scores les plus élevés d'exposition aux insécurités**.

La région du Sahel est particulièrement problématique : 95% des répondants de des provinces de l'Oudalan et de la Yagha rapportent ne pas se sentir du tout à l'abri de la violence dans leur vie quotidienne. La région de l'Est est particulièrement préoccupante – notamment les provinces de la Tapoa et de la Kompienga.

IV. Gouvernance sécuritaire

Un indicateur Score a été créé pour tenter de comprendre la relation que les populations entretenaient avec les acteurs opérant dans le secteur sécuritaire. Il nous renseigne sur **l'acceptation sociale de chacun des acteurs de la sécurité**. Cet indicateur combine une série de questions visant à analyser les différentes « facettes » qui peuvent décrire la relation entre les individus et les agents sécuritaires. Concrètement, sept dimensions ont été mesurées :

1. Dans quelle mesure l'acteur est-il source de sécurité ?
2. Dans quelle mesure l'acteur est-il capable de prévenir des incidents ?
3. Est-ce que l'acteur entretient de bonnes relations avec la population locale ?
4. Dans quelle mesure l'acteur est-il capable de traiter les affaires judiciaires ?
5. Quel est le niveau de confiance qu'inspire l'acteur ?
6. Est-ce-que l'acteur est apprécié ?
7. Dans quelle mesure l'acteur doit-il tenir un rôle plus important dans la gouvernance sécuritaire ?

Tableau 2 : soutien général aux acteurs par région

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	**Score Moyen**
Soutien général aux FDS	6.7	8.9	8.2	8.8	8.6	**8.4**
Soutien général aux ILS	7.4	6.1	5.6	6.2	8.7	**6.7**
Soutien général aux VDP	6.6	7.3	5.9	6.9	8.3	**7.1**
Soutien général aux GOA	2.3	0.1	0.3	1.0	0.4	**0.7**
Soutien général aux interventions internationales	2.1	1.3	0.4	2.0	1.5	1.5

1. Les Forces de Sécurité

Parmi l'ensemble des acteurs impliqués dans le secteur sécuritaire, les FDS sont davantage soutenus que les autres. Le niveau de soutien est relativement homogène à travers les régions – seule la région de l'Est se distingue des autres. Les FDS bénéficient systématiquement davantage de confiance de la population pour chacune des dimensions. Les 7 dimensions mentionnées plus haut permettent d'observer quels sont les motifs de soutien entre les différents acteurs de la sécurité. Systématiquement les FDS bénéficient du soutien le plus élevé pour chacun des sept motifs – viennent ensuite les ILS en seconde position. En observant ces motifs de soutien, on peut distinguer 3 régimes d'écarts entre les ILS et les FDS.

➜ Ecart faible entre ILS et FDS pour les motifs : confiance, niveau d'appréciation, relation avec la population et sources de sécurité. En d'autres termes, les populations considèrent que les FDS sont « meilleures » que les ILS dans ces 4 domaines mais l'écart est relativement faible entre les deux acteurs.

- ➜ Ecart moyen entre ILS et FDS pour les motifs : capacité de prévention et niveau d'engagement souhaité. Ici encore, les répondants estiment davantage les actions des FDS que celles des ILS dans ces deux domaines mais l'écart entre les deux acteurs est plus élevé que pour les 4 motifs précédemment cités.

- ➜ Ecart emportant entre ILS et FDS pour le motif : capacité à traiter les affaires judiciaires. Les ILS apportent dans une certaine mesure une solution de proximité aux problèmes d'insécurité : ils sont considérés par la population comme réactifs et efficaces pour rechercher et arrêter les délinquants et adopter des solutions immédiates[1]. Néanmoins leurs méthodes de traitement sont expéditives et régulièrement illégales (e.g. absence de la présomption d'innocence, non-respect de la dignité humaine etc…) et suscitent chez une partie de la population des réserves.

Ainsi, l'opérationnalisation des pratiques légales de sécurité – telles que la prévention des troubles à l'ordre public et le traitement judiciaire de ces troubles – est davantage appréciée lorsqu'elle est menée par les FDS. Ce constat est d'ailleurs complémentaire avec l'idée que c'est aux FDS d'assurer la prise en charge des opérations du secteur de la sécurité (niveau d'engagement souhaité). **Bien que l'Etat soit concurrencé dans son exercice du monopole de la violence légitime, il semble néanmoins que la population continue de considérer que les FDS sont davantage crédibles que les groupes d'auto-défense dans l'opérationnalisation des actions de sécurité (de type prévention, traitement et supervision du secteur sécuritaire)**.

2. Les groupes d'auto-défense

Le soutien aux ILS n'est pas directement corrélé à des types d'insécurités, de conflits ou de menaces mais davantage associé aux autres acteurs sécuritaires. **La décision de supporter ce type d'acteur est davantage motivé en fonction du rapport entretenu avec les autres acteurs** (positif avec les VDP et négatif vis-à-vis des FDS) **qu'aux types d'insécurités en tant que telles**.

En général, le soutien aux VDP s'accompagne d'un soutien aux ILS (et inversement). Soutien aux VDP et soutien aux ILS sont associés statistiquement à une action défaillante de l'Etat : les individus ont peu accès aux services essentiels (ici, accès aux services d'éducation supérieurs, accès aux infrastructures et aux transports et accès aux services de sécurité et de justice), ils sont insatisfaits de l'action des FDS et enfin ils considèrent qu'il existe un niveau élevé de corruption dans la société. Les corrélations entre soutien aux ILS et les indicateurs illustrant une action défaillante de l'Etat et un faible accès aux services tendent à valider l'hypothèse selon laquelle c'est parce que les citoyens ont l'impression qu'ils sont abandonnés par l'Etat que le soutien aux ILS et au VDP se renforce. En résumé, **l'acceptabilité sociale des ILS se construit sur les lacunes de l'Etat et non pas directement sur la capacité de cet acteur à lutter contre l'insécurité**.

3. Les groupes armés

Le niveau de soutien aux groupes armés est en général très faible, c'est dans la région de l'Est qu'ils bénéficient d'une certaine popularité. Les provinces de la Tapoa et du Gourma sont particulièrement marquées par ce phénomène. **Au Gourma, les groupes armés sont même préférés aux FDS.**

1 R. Da Cunha & T. Quidelleur, « Mouvements d'auto-défense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglwéogos », nov. 2018 , Noria Research

4. Les attentes de la population

Les figures 3 et 4 rendent comptent respectivement des trois principales attentes de la population et des trois axes prioritaires à développer en matière sécuritaire selon les répondants. Les résultats font apparaitre des attentes disparates en fonction des régions observées. Une attention particulière aux priorités locales en termes d'axes d'interventions et de type de délits à réduire en priorité pourrait constituer une voix vers l'amélioration du niveau de sécurité.

Figure 3 : Attentes de la population

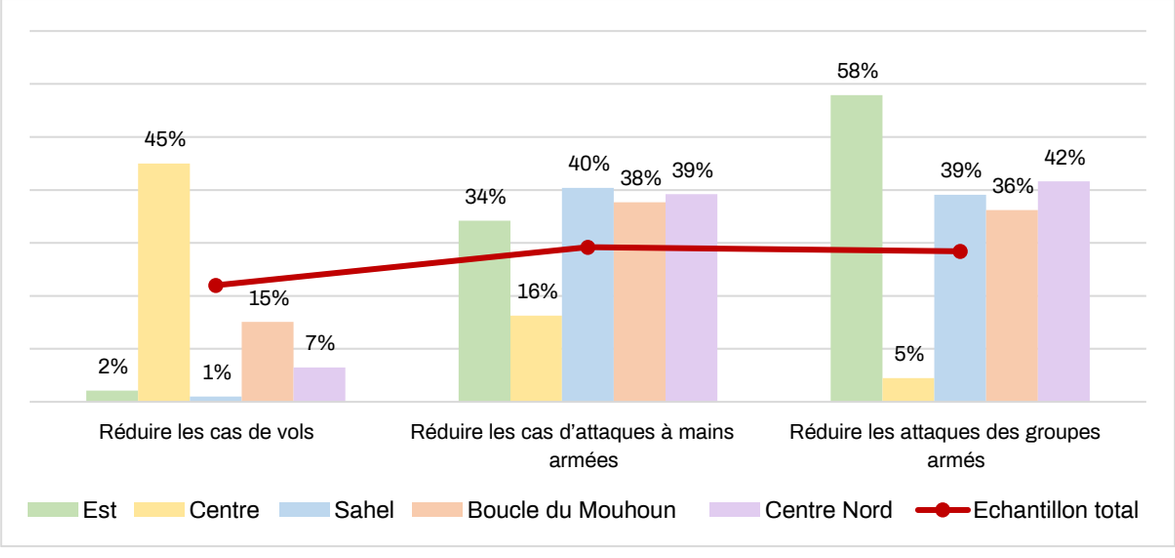
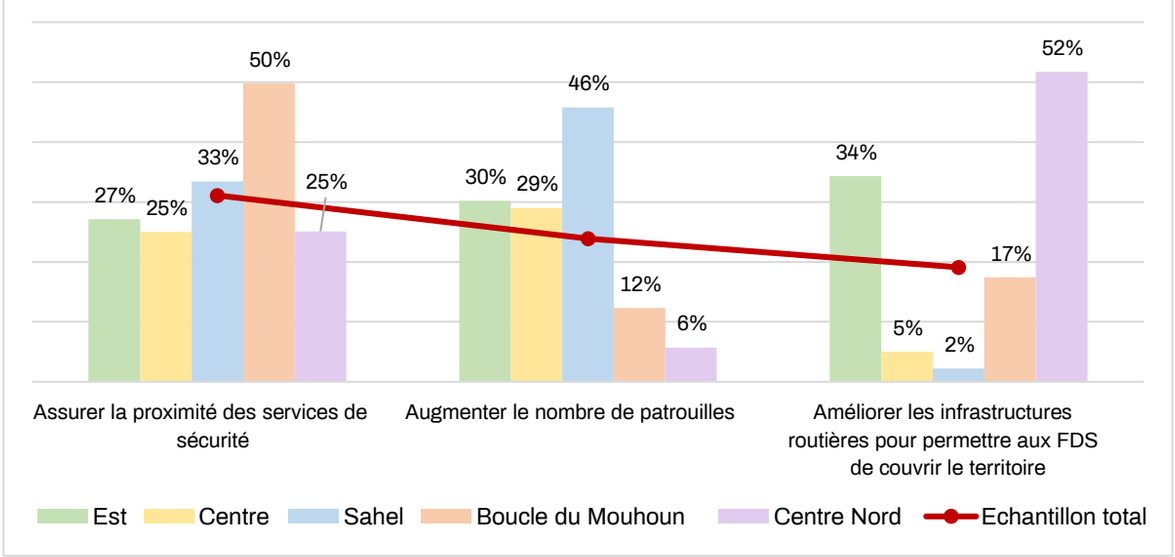


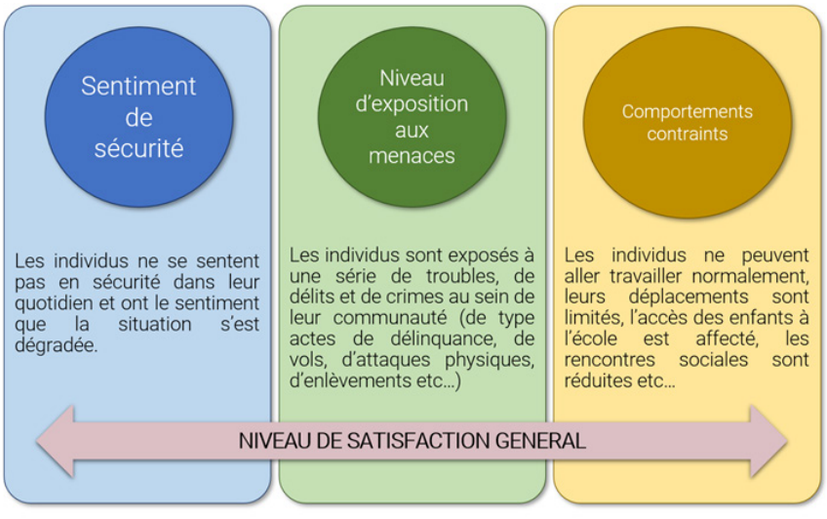
Figure 4 : Axes prioritaires à développer par les FDS selon les répondants



V. Le niveau de satisfaction citoyenne à l'égard de la situation sécuritaire

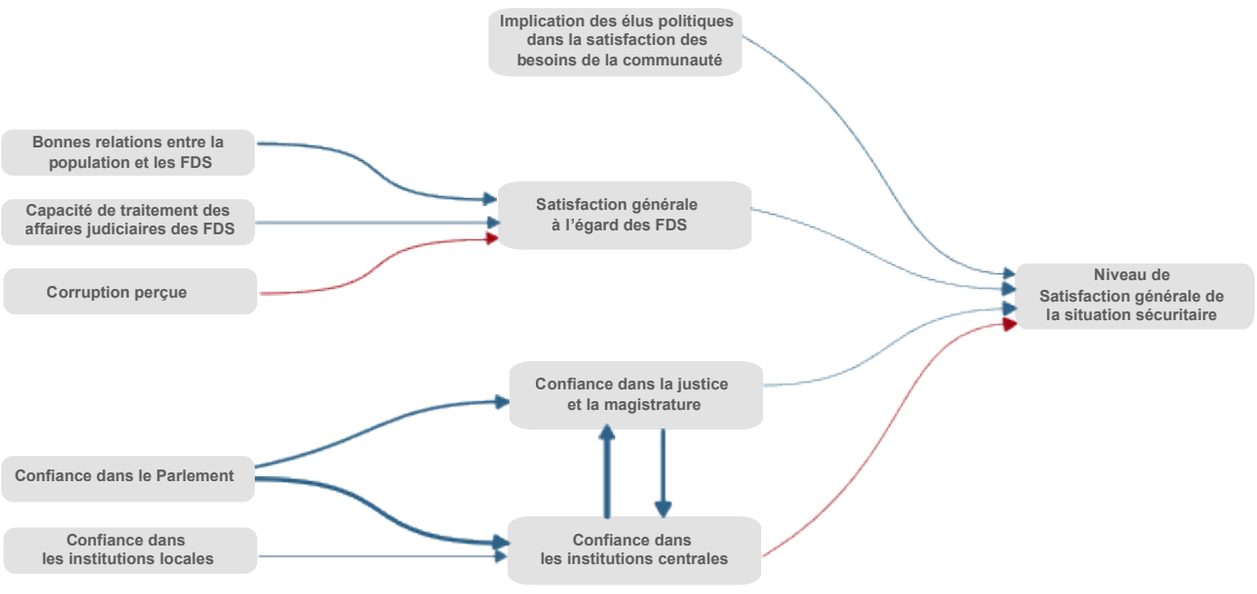
Le maintien de l'ordre public est le fondement de la stabilité des Etats et le respect du droit à la sécurité une condition essentielle à la cohésion sociale. L'imprévisibilité des menaces, l'anxiété quotidienne et le manque de confiance aux agents de l'Etat en charge du maintien de la sécurité sont des moteurs de l'instabilité sociopolitique. En conséquence, l'insatisfaction généralisée de la population à l'égard de la situation sécuritaire met en péril le contrat social et ouvre la voie à des troubles structurels profonds. Le cœur de l'analyse SCORE a consisté à construire un indicateur permettant de rendre compte du niveau de satisfaction de la population (appelé Niveau de Satisfaction Général (NSG)). Il s'articule autour de 3 dimensions : le sentiment de sécurité physique, le niveau d'exposition à la violence et enfin le recours à des comportement contraints par le manque de sécurité.

Figure 5 : composants de l'indicateur « niveau de satisfaction général »



Un score faible associé à cet indicateur permet ainsi de refléter une **situation dans laquelle les citoyens pour minimiser leur exposition à des menaces endémiques, se voient contraints de restreindre leur liberté d'action et pour autant ne parviennent toujours pas à se sentir en sécurité**. Une telle situation est alors l'illustration d'un manquement à la mission fondamentale du maintien de l'ordre public dans un Etat de droit. La figure suivante présente les résultats de l'analyse prédictive. Celle-ci permet de modéliser les causalités existantes entre les différents indicateurs et de mettre à jour les déterminants qui renforcent ou affaiblissent le niveau de satisfaction général (NSG).

Figure 6 : modélisation prédictive des déterminants du NSG



Enseignement 1. Le rôle des leaders politiques dans la vie de la communauté

Le premier facteur déterminant le Niveau de Satisfaction Générale (SNG) est lié à l'implication des élus politiques dans les affaires de la communauté. La relation est positive signifiant qu'**une implication renforcée des représentants politiques dans la vie quotidienne locale tendra à rassurer les populations sur la situation sécuritaire**. Les perceptions des citoyens à l'égard de l'action de leurs élus locaux est relativement mitigée : un répondant sur 2 considère que l'engagement local est suffisant.

Les jeunes sont également davantage critiques que les autres à l'égard de l'engagement des élus locaux. Cette tendance est préoccupante dans la mesure où elle se combine à une autre spécificité de la catégorie jeune de la population : une propension plus élevée à la violence. Les jeunes manifestent un esprit de vengeance plus élevé et sont moins enclins à rechercher des solutions pacifiques lorsqu'ils sont en situation de conflits. **L'insatisfaction des jeunes à l'égard de l'engagement local des élus politiques constitue un levier aggravant l'insatisfaction générale et pourrait alors entrainer un basculement dans la violence de cette catégorie de la population**.

Enseignement 2. La relation de la population aux Forces de Sécurité

La propension des populations à coopérer avec les FDS est un enjeu majeur du secteur sécuritaire au Burkina Faso. La satisfaction envers les FDS comme la tendance à coopérer avec elle doit d'abord reposer sur la mise en place de relations pacifiées et de liens de confiance. Cette relation doit être améliorée notamment dans le Sahel où les citoyens ont particulièrement peur de cet acteur – c'est également dans cette région que

le nombre d'expériences violentes avec les FDS est le plus élevé. Une relation négative avec les FDS est particulièrement nocive car elle est étroitement associée à la tendance des individus à s'armer.

Consolider les capacités des FDS à prendre en charge les problèmes judiciaires et renforcer l'idée selon laquelle elles participent activement à appliquer les sanctions légales à l'encontre des délinquants et criminels agit comme un moteur indirect de satisfaction général de la population.

Enseignement 3. Lien entre stabilité institutionnelle et sentiment de sécurité

Contextualisés avec les évènements récents survenus dans le pays, les résultats confirment que la stabilité institutionnelle est en péril dès lors que la population a le sentiment que l'Etat est incapable d'assurer le droit à la sécurité. Le modèle fait apparaitre **la conjonction entre la légitimité accordée aux institutions essentielles de l'Etat et le sentiment de sécurité des populations.** D'abord, la modélisation confirme qu'en tant que droit essentiel et fondateur du contrat social, la satisfaction du besoin de sécurité repose directement sur l'action des institutions de l'Etat. Néanmoins, opérer un renversement dans la façon de lire le modèle permet de souligner la dynamique inverse : la dégradation du niveau de satisfaction ébranle la confiance dans les institutions. Contextualisés avec les évènements récents survenus dans le pays, **les résultats confirment que la stabilité institutionnelle est en péril dès lors que la population a le sentiment que l'Etat est incapable d'assurer le droit à la sécurité**.

Enseignement 4. Rejet d'un Etat central agissant seul

L'action unilatérale et directe des institutions centrales (Président et Ministère en charge de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)) sur le NSG est négative tandis que l'action de le Justice et de la Magistrature (CSM) est positive dès lors qu'elle est médiatisée par les autres institutions étatiques (institutions centrales, Parlement et institutions locales). **La prise en main de manière unilatérale par l'Etat central dans une logique *top-down* des besoins sécuritaires civils est le vecteur d'une dégradation du niveau de satisfaction général des individus.**

Enseignement 5. Appel à une action concertée et médiatisée de l'ensemble des institutions

La satisfaction des individus passe par une action concertée et médiatisée de l'ensemble des pouvoirs essentiels : le Parlement, les acteurs politiques locaux, l'Etat central et le pouvoir judiciaire. Le renforcement du sentiment de sécurité repose sur une action coopérative entre les institutions essentielles de l'Etat. **Un ordre institutionnel stable au sein duquel les organes exécutifs, législatifs et judiciaires prennent part est le principal garant du respect du droit à la sécurité et un moteur essentiel de sa reconnaissance par les populations**.

Enseignement 6. Appel à une action décentralisée à l'écoute des attentes localisées

L'amélioration du niveau de satisfaction semble appeler à la mise en œuvre d'une action décentralisée dans le secteur de sécurité. A rebours d'une logique *top-down* initiée par un Etat central, la satisfaction des citoyens repose sur une exigence de proximité. Les indicateurs « bonnes relations des FDS avec la population », « implication des élus locaux dans les affaires de la communauté » et « confiance dans les institutions

locales » indiquent la nécessité de penser le secteur de la sécurité à travers une perspective décentralisée attentive aux besoins locaux des citoyens. Une potentielle piste d'action à développer consisterait à considérer les attentes et les priorités des populations dans chacune des localités (voir figures 3 et 4).

Enseignement 7. Absence des ILS : le droit à la sécurité assurée par la puissance régalienne

La population veut voir l'Etat fonctionner. La satisfaction de la situation sécuritaire est fondamentalement liée à l'action de l'Etat, de ses institutions et de ses FDS. **Les ILS n'apparaissent pas comme un déterminant renforçant structurellement le sentiment de sécurité**. L'acceptabilité sociale des ILS repose sur la prise en charge d'une action supplétive à un Etat absent et un ancrage local de ces groupes. Elles sont populaires parce qu'elles occupent une place vacante et qu'elles remplissent une fonction de proximité (émanation communautaire et réponses aux besoins locaux). En d'autres termes, **les citoyens semblent se contenter de l'action des ILS pour compenser un Etat défaillant mais leur besoin de sécurité est essentiellement indexé à la mise en œuvre d'actions médiatisées par les acteurs institutionnels et les forces de sécurité étatiques**. Le soutien aux ILS doit être appréhendé comme le révélateur d'un besoin de proximité des opérations de sécurité.

Enseignement 8. La corruption est un facteur critique responsable de l'insatisfaction

La gouvernance sécuritaire est minée par le sentiment de corruption au sein de la société. Cette perception affecte particulièrement le rapport aux FDS et affecte indirectement le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire.

Enseignement 9. La dynamique de militarisation renforcée par un rapport négatif aux FDS

La tendance des individus à s'armer est associée à un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis de l'action des FDS et plus particulièrement à une relation anxiogène avec les FDS (sentiment de crainte et expériences violentes avec cet acteur). L'amélioration de la relation entre la population et les FDS aura non seulement pour effet d'augmenter le niveau de satisfaction et réduira la propension des individus à s'armer.